

[www.amicaledunid.org](http://www.amicaledunid.org)

[dir.generale@adn-asso.org](mailto:dir.generale@adn-asso.org)

Communication

de l’association l’Amicale du Nid

Au groupe de travail du comité CEDEF préparant les recommandations générales sur la lutte contre la traite des femmes et des filles dans le contexte des migrations mondiales.

OBJET : CONVENTION CEDEF, ARTICLE 6 ;

Adressée à Daniela Buchmann ([dbuchmann@ohchr.org](mailto:dbuchmann@ohchr.org))

*Version française ; p 1 à 4*

*English version : p 5 to 8*

Madame, Mesdames et Messieurs membres du groupe de travail.

L’Amicale du Nid est une association qui travaille depuis 1946 pour aller à la rencontre, accueillir et accompagner les victimes de prostitution et de traite à la sortie de la prostitution et à l’insertion socio professionnelle. Elle rencontre chaque année environ 5 000 personnes, très majoritairement des femmes, sur les lieux de prostitution et accompagne plus de 4 900 personnes, dont une forte proportion de victimes de traite à des fins de prostitution.

L’Amicale du Nid salue le travail synthétisé dans la note de concept et exprime son soutien aux conclusions du groupe de travail.

Elle souligne notamment, dans la partie C portant sur les préoccupations majeures, l’importance :

* Du point 25 : le trafic des êtres humains se fonde sur les discriminations basées sur le genre et les perpétue. Cela est particulièrement évident parmi les femmes victimes de traite à des fins de prostitution qu’accompagne l’Amicale du Nid. Les victimes sont captées par les réseaux qui profitent des vulnérabilités liées à leur position de femmes : victimes de violences sexuelles dès le plus jeune âge, de viols, d’incestes, d’excision, en situation de grande pauvreté, assignées à un rôle sacrificiel pour procurer des moyens de survie à leur famille. Les jeunes filles françaises victimes de traite à l’intérieur du territoire national le sont également sur la base des discriminations de genre, des violences subies et de l’hypersexualisation de la société qui met en avant le corps des petites filles comme objet de désir masculin. De plus la traite à des fins de prostitution vise à amener des « produits » - les femmes et les petites filles – sur le marché profitable de la prostitution, nourri par l’argent des « clients » de la prostitution et attirant les trafiquants ; la justification sous-jacente est qu’il y aurait un « besoin » sexuel masculin irrépressible qui devrait être satisfait. La prostitution est l’assignation de femmes et de filles à la satisfaction de ce « besoin » et constitue donc la discrimination la plus violente faite aux femmes.
* Nous saluons également la recommandation développée au point 27 : il est urgent qu’une évaluation de la vulnérabilité et un repérage des victimes de traite dans les circuits de l’asile soient mis en place. Sinon, les lois sur les politiques migratoires se font les auxiliaires des trafiquants, leur offrant une arme de plus pour maintenir les victimes sous leur coupe.
* Enfin, le point 43 nous parait essentiel : trop de victimes de traite sont dépouillées de leurs documents d’identité par leurs exploiteurs. Lorsqu’elles ne sont pas en mesure de prouver leur identité, elles se voient trop souvent dénié l’accès à leurs droits et sont, de fait, rejetées dans l’exploitation.

Nous ne parcourrons pas plus avant les nombreux points sur lesquels nous soutenons totalement la démarche du groupe de travail, mais **nous tenons à alerter solennellement au danger que représente l’utilisation de l’expression « prostitution forcée » (point 30, 2ème ligne) ou « exploitation sexuelle forcée » (point 37, 3ème ligne avant la fin).**

Le terme « prostitution forcée » est contraire à la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui , approuvée par l’ONU le 2 décembre 1949 et qui stipule dans son préambule : « Considérant que la prostitution et le mal qui l'accompagne, à savoir la traite des êtres humains en vue de la prostitution, sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine et mettent en danger le bien-être de l'individu, de la famille et de la communauté… ». La notion de consentement n’est pas pertinente lorsque la valeur de la dignité humaine, introduite par la Déclaration Universelle des Droits de l’homme, est en jeu.   
Parler de « prostitution forcée » signifierait que l’on admettrait une prostitution librement consentie et donc une atteinte volontaire à la dignité humaine. Ceci a toujours été refusé dans les instances internationales.

Sur la base de son expérience d’accompagnement des femmes victimes de la violence de la prostitution, l’Amicale du Nid affirme que des actes sexuels imposés par l’argent constituent une violence extrême à l’encontre des femmes ; ils devraient être qualifiés de viols tarifée et ne peuvent en aucun cas être considérés comme des contrats, qui supposeraient une relation égalitaire. Et c’est bien parce que les femmes sont soumises à un système de domination qu’elles sont si nombreuses à être prostituées.

Poussons le raisonnement plus avant : si l’on admettait que la prostitution « non forcée » existait, alors il faudrait engager des formations pour préparer les petites filles… il faudrait considérer que les jeunes femmes qui sont amenées du Nigéria pour être exploitées en Europe seraient des migrantes économiques que les trafiquants amènent sur leurs lieux de « travail » et non des victimes de cette double violation des droits humains : la prostitution et l’exploitation.

Quel « métier » a de telles conséquences sur la santé ? Espérance de vie très écourtée, taux de mortalité très supérieur à ce qu’il est dans la population générale[[1]](#footnote-1) dû notamment à des féminicides mais aussi à l’usage de drogues, à des accidents, à des maladies chroniques non traitées.

Six fois plus de viols[[2]](#footnote-2) dans cette population qui, avec les autres violences sexistes et sexuelles, font le lit du stress post-traumatique – au même titre qu’un traumatisme de guerre – et de ses propres conséquences qui, comme on le sait aujourd’hui, vont au-delà de l’impact neurologique pour diffuser leurs effets sur tout l’organisme, systèmes cardiologique, endocrinologique, immunitaire…[[3]](#footnote-3)

Quant au terme « exploitation sexuelle forcée », il s’oppose bien évidemment à tous les textes internationaux qui stipulent que le consentement de la victime est indifférent en matière de traite des êtres humains. Concevrait-on une « exploitation sexuelle volontaire » ?

Enfin, nous proposons au groupe de travail d’intégrer dans ses conclusions l’article 9.5 du Protocole de Palerme qui prévoit **des mesures pour agir sur la demande de toutes les formes de traite.** Les mesures d’éducation notamment, et tout particulièrement en matière d’achat d’actes sexuels, paraissent indispensables pour tarir à terme le marché qui suscite les trafics. Nous constatons en France, combien cette prévention est plus efficace lorsqu’elle s’appuie sur un cadre légal qui pénalise l’achat d’actes sexuels.

Nous proposons également de développer des mesures spécifiques pour la prise en compte de l’impact de la prostitution sur la santé globale (physique, psychique et sexuelle) des victimes de prostitution.

Nous remercions le groupe de travail pour la prise en compte de nos remarques et suggestions, basées sur notre expérience de terrain avec les victimes et les survivantes de la prostitution et de la traite à des fins de prostitution.



[www.amicaledunid.org](http://www.amicaledunid.org)

[dir.generale@adn-asso.org](mailto:dir.generale@adn-asso.org)

Subject : article 6.

Ladies and gentlemen, members of the working group,

The Amicale du Nid is an association which has been working since 1946 to outreach and support victims of prostitution and trafficking in order to help them exit prostitution and build social and professional insertion. It meets each year approximately 5,000 people, mainly women, on the prostitution spots and accompanies more than 4,900 people, including a significant proportion of victims of trafficking for prostitution.

The Amicale du Nid acknowledges the quality of the work synthesized in the concept note and expresses its general support for the conclusions of the working group.

It underlines in particular, in the part C on major concerns, the importance:

- of paragraph 25: trafficking of human beings is rooted on gender discriminations and perpetuates them. That is particularly obvious among the women victims of THB for prostitution whom the Amicale du Nid meets and supports. The victims are recruited by traffickers on the basis their vulnerabilities related to their position as women: victims of sexual violence in their young age, of rapes, incest, excision, assigned to a sacrificial role to get means of survival to their family, poverty. The French young girls victims of THB inside the national territory are also recruited on the basis of gender discriminations, undergone violence and hypersexualisation of the society which exposes the body of the little girls like object of male desire. Moreover, THB for prostitution aims at bringing “products” - women and little girls – on the advantageous market of prostitution, nourished by the money of the “customers” of the prostitution and attracting the traffickers; the subjacent justification is that there would be a “need” sexual masculine irrepressible which should be satisfied. Prostitution is the assignation of women and girls to the satisfaction of this “need” and thus constitutes the utmost violent discrimination towards women.

We also concur, among others, with the recommendation developed in paragraph 27: it is urgent that an evaluation of the vulnerability and identification of victims of trafficking are set up in the circuits of asylum. If not, the laws on the migratory policies will become a powerful help for traffickers, offering a weapon for them to maintain the victims in their power.

Lastly, paragraph 43 appears essential to us: too many victims of trafficking are stripped of their identity documents by their exploiters. When they are not able to prove their identity, they are too often denied the access to their rights and, in fact, are rejected into exploitation.

We will not further detail the many points on which we support the approach of the working group completely, but we want to alert solemnly on **the danger that the use of the expression “forced prostitution” (point 30, 2nd line) or “forced sexual exploitation” represents** (point 37, 3rd line before the end).

The term “forced prostitution” is contrary to the Convention for the Suppression of the Traffic in Persons and of the Exploitation of the Prostitution of Others, approved by UNO on December 2nd, 1949 and which stipulates in its preamble: “Whereas prostitution and the accompanying evil of the traffic in persons for the purpose of prostitution are incompatible with the dignity and worth of the human person and endanger the welfare of the individual, the family and the community …”.

The concept of “consenting” is not relevant when the value of the human dignity, introduced by the Universal declaration of the Human rights, is challenged.

The term “forced prostitution” would mean that one would admit a “free” prostitution and thus a voluntary renouncement to human dignity. This was always refused by the international authorities.

On the basis of its experience with women victims of the violence of prostitution, the Amicale du Nid affirms that sex acts imposed by money constitute an extreme violence against women; they should be qualified as tariffed rapes and can in no case to be regarded as contracts, which would suppose an equal relation. And it is because women are subjected to a system of domination that they are so numerous being prostituted.

Let us push further the reasoning: if it were admitted that a “not forced” prostitution existed, then it would be necessary to set up formations to prepare little girls to this career… it would have to be considered that the young women who are brought of Nigeria to be exploited in Europe would be economic migrants, whom the traffickers bring to their places of “work” and not of the victims of this double violation of human rights: prostitution and exploitation.

Which “trade” has such consequences on health? Very curtailed life expectancy, mortality rate much higher than what it is in the general population[[4]](#footnote-4) due in particular to féminicides but also to the use of drugs, accidents, untreated chronic diseases.

Six times more rapes[[5]](#footnote-5) in this population which, with other violences sexists and sexual, make the bed of the post-traumatic stress – as well as a trauma of war – and of its own consequences which, as it today is known, will diffuse their effects beyond the neurological impact on all the organization, systems cardiologic, endocrinological, immunizing…[[6]](#footnote-6)

As for the term “forced sexual exploitation”, it is obviously opposed to all international texts which stipulate that the assent of the victim is indifferent as regards THB. Would one conceive a “voluntary sexual exploitation”?

Lastly, we propose the working group to integrate in its conclusions the article 9.5 of the Protocol of Palermo which recommends measures to decrease the demand for all forms of trafficking. Acting in the field of education in particular, and particularly as regards purchase of sex acts, appears essential in the long term to dry up the market which causes the traffics. We note in France, how much this prevention is more effective when it is based on a legal framework who penalizes the purchase of sex acts.

We also propose to develop specific measures for the taking into account of the impact of the prostitution on the global health (physical, psychic and sexual) of the victims of prostitution.

We thank the CEDAW Committee’s Working Group for taking into account our remarks and suggestions, based on our 70 years’ experience of working with victims and survivors of prostitution and trafficking.

1. Voir notamment l’étude prospective faite aux Etats-Unis sur 33 ans de la vie de 1969 femmes de John J. Potterat, American Journal of Epidemiology, Vol 159, Issue 8, 15 avril 2004. [↑](#footnote-ref-1)
2. Enquête Prosanté à laquelle l’AdN a participé (2010-2011).

   Mais on pourrait considérer que chaque rapport sexuel imposé par l’argent et non désiré est un viol. [↑](#footnote-ref-2)
3. Dre Carole Azuar, neurologue et chercheure en neurosciences à l’Institut de la mémoire, CHU Pitié-Salpêtrière. [↑](#footnote-ref-3)
4. See in particular the exploratory study made in the United States over 33 years of the life of 1969 women of John J. Potterat, American Newspaper of Epidemiology, Flight 159, Issue 8, April 15th, 2004. [↑](#footnote-ref-4)
5. Prosanté Investigation in which the AdN took part (2010-2011). But one could consider that each sexual intercourse imposed by the money and non desired is a rape. [↑](#footnote-ref-5)
6. Dre Carole Azuar, neurologist and chercheure in neurosciences in the Institute of the memory, CHU Pitié-Salpêtrière. [↑](#footnote-ref-6)